

Réforme de l'Architecture Financière Internationale pour Aller Au-delà de l'Extractivisme

Moira Birss and Lara Merling

**Climate &
Community**
INSTITUTE



Le Climate and Community Institute (CCI) est un groupe de réflexion progressiste sur le climat et l'économie. Notre équipe et notre réseau de plus de 60 chercheurs et experts universitaires conçoivent et mettent en œuvre des recherches de pointe à l'intersection des inégalités et de la crise climatique. Nous luttons pour une transformation profonde de l'économie, visant à la décarboner rapidement et équitablement en privilégiant les avantages concrets pour les travailleurs.

Citación sugerée

Moira Birss et Lara Merling, "Réforme de l'Architecture Financière Internationale pour Aller Au-delà de l'Extractivisme," Climate and Community Institute, Juillet 2026,
<https://climateandcommunity.org/research/beyond-extractivism>.

Ce document est adapté de Moira Birss et Lara Merling, « Green Industrial Policy Needs a New Financial Architecture », Climate and Community Institute, septembre 2025. Il fait partie d'une série examinant comment faire progresser la transition énergétique sans reproduire l'extractivisme. La série complète est disponible à <https://climateandcommunity.org/research/beyond-extractivism>.

Résumé

Au lieu de permettre aux pays de poursuivre des voies de développement alternatives maximisant les bénéfices économiques, communautaires et pour les travailleurs tout en minimisant l'extraction, l'architecture financière internationale (AFI) actuelle renforce l'extractivisme.¹ Les pays, en particulier dans le Sud, doivent générer des devises étrangères dans des conditions inégales afin de rembourser la dette extérieure, financer les importations et stabiliser leurs monnaies, souvent au moyen de l'exportation de matières premières comme les minéraux ou les combustibles fossiles. Dans le même temps, les ressources quittent les pays producteurs par le biais du service de la dette, du rapatriement des profits et de l'exposition aux flux de capitaux volatils. Ces dynamiques limitent l'espace budgétaire et politique et freinent la transformation structurelle permettant de sortir de l'extractivisme.

L'AFI se caractérise par :

- **Une volatilité financière**, avec des flux de capitaux dérégulés qui exposent les pays à des entrées et sorties soudaines, augmentant l'instabilité macroéconomique et renforçant la dépendance aux revenus d'exportation pour maintenir les équilibres extérieurs.
- **Un financement conditionnel et l'austérité**, imposant une dépendance envers le FMI, où le financement est lié à des conditions politiques privilégiant la discipline budgétaire, la dérégulation et la privatisation — limitant la capacité des États à investir dans une transformation structurelle au-delà de l'extractivisme. Les institutions de financement du développement reproduisent souvent ces approches.

Ces conditions alimentent un cycle extraction-exportation :

Les pressions liées à la dette renforcent la dépendance aux exportations extractivistes de matières premières, y compris dans des secteurs parfois considérés comme "verts" comme les minéraux de la transition énergétique, accentuant la dégradation

¹ L'extractivisme est un modèle de développement économique fondé sur une exploitation des ressources largement sans entraves, avec une répartition très inégale des bénéfices et des impacts.

environnementale, les dommages sociaux et le sous-investissement dans la diversification et le développement durable.

Pourtant, les voies au-delà de l'extractivisme nécessitent :

- Des investissements à long terme
- La capacité d'orienter le financement vers des objectifs non marchands
- Une autonomie institutionnelle

Par conséquent, une réorientation de l'AFI est nécessaire pour aller au-delà de l'extractivisme :

- Réduire la dépendance au financement extérieur volatil et élargir l'accès à des liquidités inconditionnelles
- Accroître les financements publics, concessionnels et non créateurs de dette soutenant la transformation structurelle
- Réformer la gouvernance financière mondiale et les mécanismes de dette afin de réduire les sorties de ressources et restaurer l'espace politique

Introduction

Une politique économique et industrielle respectueuse du climat, favorable à la biodiversité et socialement inclusive, qui ne repose pas sur des modèles exploitants et extractivistes, exige des investissements à long terme, la capacité d'orienter les financements vers des objectifs non marchands ainsi qu'une autonomie politique suffisante pour aligner le développement sur les besoins locaux.² Pourtant, pour de nombreux pays du Sud global, ces conditions sont systématiquement limitées par la structure de l'architecture financière internationale (AFI).³ Les stratégies de développement sont

² Jessica Dempsey et al., "Exporting Extinction: How the International Financial System Constrains Biodiverse Futures," Climate and Community Institute, Mai 2024, <https://climateandcommunity.org/research/exporting-extinction>; Moira Birss and Lara Merling, "Green Industrial Policy Needs a New Financial Architecture," Climate and Community Institute, Octobre 2025, <https://climateandcommunity.org/research/green-industrial-policy-needs-a-new-financial-architecture>; Isabel Estevez and Thea Riofrancos, "Global Green Industrial Policy: Navigating Power Dynamics for a Pro-Working Class, Pro-Development Green Transformation," Climate and Community Institute, Septembre 2025, <https://climateandcommunity.org/research/global-green-industrial-policy>.

³ CNUCED, "Growth, Debt and Climate: Realigning the Global Financial Architecture," Trade and Development Report, Nations Unies, 2023, <https://unctad.org/system/files/official-document/tdr2023-en.pdf>.

façonnées non seulement par les priorités nationales, mais aussi par la nécessité d'obtenir des devises étrangères afin de financer les importations, assurer le service de la dette extérieure et stabiliser les monnaies. En pratique, cela renforce souvent la dépendance aux exportations de matières premières et à d'autres activités extractives, même lorsque celles-ci compromettent les objectifs de développement à long terme et les objectifs climatiques.

Ces pressions ne sont pas accidentelles. Elles reflètent un système façonné par les héritages historiques de l'extraction coloniale et du développement inégal, dans lequel l'accès aux liquidités internationales, le coût du financement et les conditions qui y sont attachées restent répartis de manière inégale.⁴ En conséquence, les pays font face à une double contrainte : la nécessité de générer des devises étrangères dans des conditions défavorables, et la sortie simultanée de ces ressources à travers le service de la dette, le rapatriement des bénéfices et la volatilité financière.⁵

Comment l'AfI enferme les pays dans l'extractivisme

Au cœur de l'architecture financière internationale se trouve une hiérarchie des monnaies qui détermine la manière dont les pays accèdent au financement et participent à l'économie mondiale. Les pays occupent différentes positions dans cette hiérarchie selon leur accès aux monnaies acceptées à l'échelle internationale et aux mécanismes de soutien en liquidités.⁶ Tandis qu'un petit nombre d'entre eux émettent des monnaies de réserve et bénéficient de marchés financiers développés, la plupart des pays du Sud se retrouvent dans la position d'utilisateurs de devises étrangères.

⁴ Patrick Bigger et al., "Reparative Fiscal Justice for Caribbean Climate Action," Climate and Community Institute, Octobre 2024, <https://climateandcommunity.org/wp-content/uploads/2024/10/Caribbean-Fiscal-Justice-Report.pdf>; Olufémi O. Táiwò, *Reconsidering Reparations*, 2nd ed. (Haymarket, 2025), <https://www.haymarketbooks.org/books/2538-reconsidering-reparations>.

⁵ Lara Merling, Ivana Vasic-Lalovic, and Lorena Valle Cuéllar, "The Rising Cost of Debt: An Obstacle to Achieving Climate and Development Goals," Center for Economic and Policy Research, 30 avril 2024, <https://cepr.net/publications/the-rising-cost-of-debt-an-obstacle-to-achieving-climate-and-development-goals>.

⁶ Steffen Murau, Fabian Pape, and Tobias Pforr, "International monetary hierarchy through emergency US-dollar liquidity: A key currency approach," *Competition & Change* 27, no. 3-4 (2023): 495-515.

Cette position détermine les conditions dans lesquelles les pays peuvent accéder au financement.⁷ Les pays qui n'émettent pas de monnaies demandées à l'échelle internationale doivent dépendre du financement extérieur, souvent en devises étrangères et dans des conditions plus restrictives et plus coûteuses. L'accès au financement est influencé par les notations de crédit, le sentiment des investisseurs et la disponibilité des financements officiels, qui ensemble influencent les coûts d'emprunt et l'exposition aux chocs extérieurs.

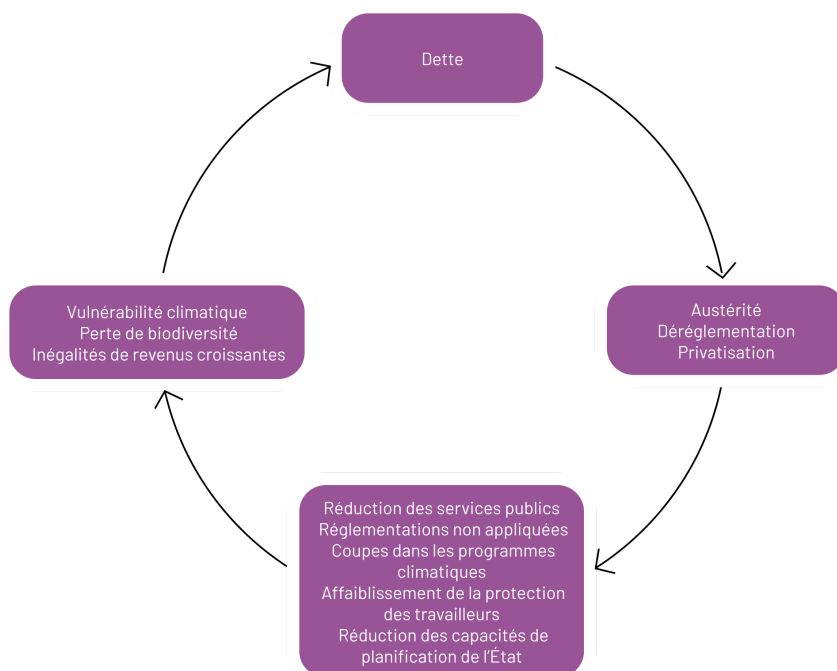
Ces asymétries structurelles vont au-delà des simples coûts d'emprunt : elles sont intégrées dans un ensemble plus large de dispositifs institutionnels qui déterminent la manière dont le financement est accordé, les conditions dans lesquelles il l'est, et les objectifs qu'il sert.⁸ Traditionnellement connus sous le nom de programmes d'ajustement structurel, les ensembles de conditions imposés par ces prêteurs sont présentés comme des réformes politiques nécessaires pour permettre aux pays de rembourser leurs prêts existants, de réintégrer les marchés privés des capitaux dans des conditions plus favorables et d'éviter de futurs prêts d'urgence. Le fondamentalisme de marché et les politiques d'austérité budgétaire définissent ces conditions. Cela inclut des réductions drastiques des dépenses publiques (par exemple, des coupes dans les programmes de protection de l'environnement et d'atténuation climatique), la déréglementation des entreprises privées (par exemple, une réduction du contrôle de la pollution), la réduction du rôle de l'État dans l'économie (par exemple, moins de planification à grande échelle) ainsi que la privatisation des entreprises publiques (par exemple, les entreprises énergétiques publiques, dont la privatisation limite le pouvoir de l'État de réduire progressivement la production de combustibles fossiles).⁹

⁷ Birss and Merling, "Green Industrial Policy Needs a New Financial Architecture."

⁸ Birss and Merling, "Green Industrial Policy Needs a New Financial Architecture."

⁹ Alexander E. Kentikelenis, Thomas Stubbs, and Lawrence P. King, "IMF Conditionality and Development Policy Space, 1985–2014," *Review of International Political Economy* 23, no. 4 (3 juillet 2016): 543–82, <https://doi.org/10.1080/09692290.2016.1174953>.

Le cercle vicieux de la conditionnalité dans l'AFI



La dépendance au financement extérieur expose également les pays aux changements des conditions financières mondiales, notamment aux inversions des flux de capitaux, aux pressions sur les taux de change et aux hausses des taux d'intérêt mondiaux, qui augmentent tous le coût du service et du refinancement de la dette extérieure.

Ensemble, ces pressions renforcent la nécessité d'obtenir des devises étrangères au moyen de revenus d'exportation, souvent par l'extraction de matières premières comme les combustibles fossiles et les minéraux, reliant ainsi les contraintes financières aux modèles de développement extractivistes.¹⁰

Comme résumé dans le tableau ci-dessous, ces dynamiques se traduisent par des contraintes croissantes sur les trajectoires de développement vert. L'accès au financement demeure limité, coûteux et procyclique, exposant les pays à la volatilité et à l'instabilité financière. La fourniture de financements pour le développement est insuffisante et souvent structurée de manière à privilégier le partage des risques avec le secteur privé plutôt que l'expansion de la capacité d'investissement public. En même temps, les pressions du marché et les pressions institutionnelles influencent les choix politiques.

¹⁰ Dempsey et al., "Exporting Extinction."

Ces dynamiques limitent la capacité des pays à mobiliser des financements stables et à long terme, ainsi qu'à les aligner sur les priorités nationales de développement. Au lieu de soutenir la transformation structurelle, le système actuel renforce les pressions d'ajustement à court terme et la dépendance au financement extérieur, limitant l'espace politique nécessaire aux transformations structurelles permettant de sortir de l'extractivisme.

Vue d'ensemble des contraintes imposées au Sud par l'architecture financière internationale (AFI)¹¹

	Éléments	Contrainte sur la politique de l'État
Instabilité financière	Le FMI comme prêteur en dernier ressort ; règles restrictives en matière de commerce et d'investissement	Les prêts du FMI imposent des politiques d'austérité, réduisant l'espace budgétaire pour l'investissement et limitant la planification publique ; les accords commerciaux et d'investissement restreignent la capacité à réguler les flux de capitaux ou à orienter les investissements loin de la spéculation et vers des investissements productifs
Manque de financement du développement inconditionnel	Les BMD, les IFD bilatérales, les fonds climatiques ; le FMI	Les cadres du FMI orientent les fonds publics vers la réduction des risques pour les investissements privés plutôt que vers l'augmentation des capacités publiques, et limitent le rôle de l'État
Discipline de marché	Les agences de notation de crédit et les marchés d'obligations souveraines	Cela pénalise les stratégies menées par l'État et les écarts par rapport aux normes soutenues par le FMI ; cela augmente les coûts et décourage les politiques industrielles
Des charges de la dette insoutenables	Le FMI comme gardien de l'accès à l'allègement de la dette	Absence de processus équitable de restructuration de la dette ; le CVD du FMI et ses programmes imposent des politiques d'austérité et donnent la priorité aux créanciers plutôt qu'aux investissements orientés vers des objectifs de long terme

¹¹ Birss and Merling, "Green Industrial Policy Needs a New Financial Architecture."

La structure de l'AFI encourage l'extraction, nuit aux communautés et crée des zones sacrifiées

Les structures décrites ci-dessus créent un cercle vicieux qui enferme les pays du Sud dans l'endettement, peut accroître leur dépendance aux exportations extractives et les pousse à mettre en œuvre des politiques d'austérité qui réduisent leur espace politique. Cela limite la capacité des pays à mener des politiques transformatrices, entraîne des dommages sociaux tels qu'une augmentation des inégalités de revenus et des violations des droits humains, et aggrave les doubles crises du changement climatique et de la perte de biodiversité.¹²

Ce cercle vicieux découle de la structure des marchés mondiaux de la dette souveraine, qui pousse les pays à dépendre des exportations de matières premières—des combustibles fossiles aux minéraux en passant par le soja, avec tous les dommages environnementaux et sociaux que ces activités peuvent engendrer—générer des recettes d'exportation pour rembourser les dettes.¹³ Cela enferme les pays dans une dynamique d'expansion de la production de matières premières destinées à l'exportation, de sous-investissement dans le développement social et environnemental, et de répression des oppositions de la société civile face à ces dynamiques. Le lien profond entre dette et extractivisme est également renforcé par des arbitrages budgétaires, car la pression urgente liée au service de la dette détourne des ressources des programmes publics destinés à mettre en œuvre des politiques d'utilisation durable des terres, des programmes d'atténuation du changement climatique, et bien d'autres encore.¹⁴ Même l'extraction de produits dits « verts » a des conséquences environnementales et sociales. Par exemple, l'extraction du lithium peut intensifier les sécheresses, réduire la biodiversité des écosystèmes et menacer la souveraineté des peuples

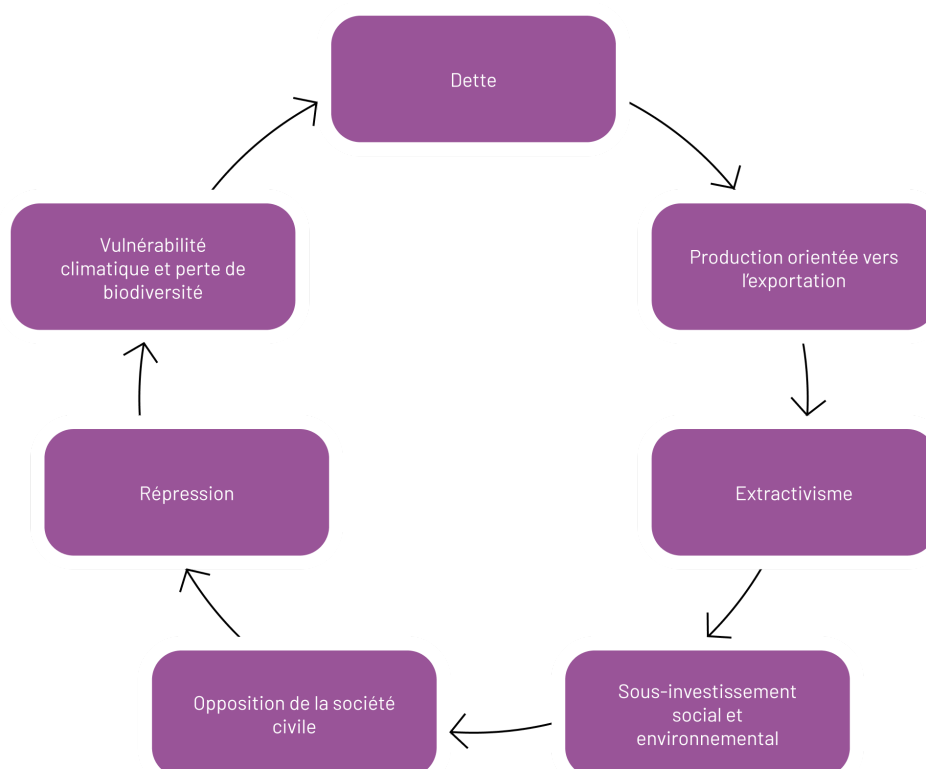
¹² Birss and Merling, "Green Industrial Policy Needs a New Financial Architecture."

¹³ Biodiversity Capital Research Collective et al., "Beyond the Gap: Placing Biodiversity Finance in the Global Economy," Third World Network, 2021, <https://twon.my/title2/books/Beyond%20the%20Gap/BeyondTheGap%20complete%20report.pdf>; Woolfenden, "The Debt-Fossil Fuel Trap."

¹⁴ Biodiversity Capital Research Collective et al., "Beyond the Gap."

autochtones ainsi que leur participation aux projets qui compromettent leurs paysages culturels et leurs moyens de subsistance économiques.¹⁵ La vulnérabilité climatique et la perte de biodiversité qui en résultent nécessitent ensuite la contraction de nouvelles dettes pour financer les secours en cas de catastrophe ou l'adaptation, et le cycle recommence.

Le cercle vicieux d'extraction et d'exportation de l'AFI



La seule issue à ce cercle vicieux proposée par l'AFI passe par des solutions fondées sur le marché, qui ne sont pas nécessairement détachées de l'extractivisme. C'est ce que la chercheuse Daniela Gabor nomme le « consensus de Wall Street ». Ce consensus repose sur la conviction que le financement privé est indispensable à l'action climatique en raison du manque de ressources publiques, et que les États doivent restructurer leurs systèmes financiers afin de « réduire les risques » liés aux investissements privés dans les secteurs sociaux et environnementaux, tels que l'éducation et l'adaptation au changement climatique.¹⁶ Cependant, en raison des cycles

¹⁵ Thea Riofrancos et al., "Achieving Zero Emissions with More Mobility and Less Mining," Climate and Community Institute, Janvier 2023, https://climateandcommunity.org/wp-content/uploads/2023/01/23_03_08_ENG-Lithium.pdf.

¹⁶ Daniela Gabor, "The Wall Street Consensus," Development and Change 52, no. 3 (2021): 429-59, <https://doi.org/10.1111/dech.12645>.

d'endettement dans lesquels sont pris au piège de nombreux pays du Sud, cette réduction des risques nécessite souvent des incitations de la part des institutions financières publiques. Ces incitations impliquent fréquemment un affaiblissement des garanties environnementales et sociales, comme les contrôles de la pollution ou l'obligation de consulter les communautés locales, ce qui peut exacerber l'extractivisme et perpétuer ce cycle.

La voie à suivre : une réorientation fondamentale de l'AFI

Les contraintes décrites ci-dessus ne sont pas seulement financières. Elles s'inscrivent dans un schéma plus large dans lequel les pays doivent générer des devises étrangères dans des conditions inégales, souvent par l'exportation de matières premières. Cela renforce une double forme d'extraction : les ressources s'écoulent vers l'extérieur à travers des structures commerciales qui privilégient l'exportation de matières premières, et à travers des canaux financiers sous forme de service de la dette, de rapatriement des profits et d'exposition à des flux de capitaux volatils.

Tant que les pays restent dépendants du financement extérieur et des recettes en devises étrangères selon ces conditions, de nouveaux flux financiers risquent de renforcer les schémas existants d'extractivisme plutôt que de permettre une transformation structurelle. Répondre à cela nécessite de faire évoluer l'AFI afin de soutenir la conservation et l'utilisation productive des ressources, à travers des réformes dans trois domaines interconnectés.¹⁷

Objectif 1 : Accès à la liquidité et aux instruments de stabilité macroéconomique

Les pays doivent être en mesure de réintroduire et d'appliquer des réglementations sur le compte de capital qui donnent la priorité à la

¹⁷ Pour en savoir plus sur cette vision, voir Birss and Merling, "Green Industrial Policy Needs a New Financial Architecture."

stabilité financière et orientent les investissements vers les secteurs productifs. Cela signifie qu'ils ont besoin de :

1. Un accès accru à des liquidités sans conditions, comme un rôle élargi et un volume plus important de droits de tirage spéciaux (DTS), des critères de répartition plus équitables et un accès universel aux accords de swap entre banques centrales, ainsi que des mécanismes régionaux de financement (MRF) mieux dotés en ressources et plus indépendants.
2. La possibilité de réglementer les flux de capitaux de manière à privilégier la stabilité financière et à orienter les investissements vers les secteurs productifs.

Objectif 2 : Autonomie fiscale et en matière de politiques publiques

Les pays ont besoin d'un financement public prévisible, abordable, à long terme et sous forme de dons pour mettre en œuvre des politiques économiques et industrielles transformatrices. Cela nécessite :

1. De mettre fin à la conditionnalité comme condition d'accès au financement public, afin que les pays puissent définir leurs stratégies d'investissement, leurs normes du travail et environnementales, et leurs approches réglementaires sans pénalité.
2. L'augmentation du financement public, des subventions et des financements concessionnels.
3. La réécriture des règles relatives à la dette afin de les aligner sur les Objectifs de développement durable et les réalités de la vulnérabilité climatique et de la biodiversité, et de refléter le niveau de responsabilité de chaque pays face à la crise climatique.
4. L'allègement de la dette qui rétablit la marge budgétaire, soutient l'investissement public et permet un développement inclusif à long terme.

Objectif 3 : Une voix équitable dans la gouvernance économique mondiale

Pour y parvenir, des changements structurels dans le pouvoir de décision sont nécessaires afin de créer un système de gouvernance financière mondiale véritablement équitable et inclusif. Cela doit inclure :

1. Des prises de décision démocratiques au sein des institutions économiques mondiales afin d'établir des règles plus équitables en matière de fiscalité internationale, de lutter contre les flux financiers illicites et de garantir que tous les pays aient une place à la table des négociations.
2. Un mécanisme multilatéral permanent de résolution de la dette placé sous l'égide des Nations Unies, garantissant la participation égale des pays débiteurs, fonctionnant de manière transparente et plaçant le développement, la résilience climatique et le bien-être social sur un pied d'égalité avec le remboursement des créanciers.

Sans de tels changements, les voies de sortie de l'extractivisme restent largement hors de portée ; les pays reçoivent des financements tout en demeurant structurellement dépendants de modèles d'exportation extractifs et exposés à des sorties de capitaux. Une architecture réformée doit au contraire permettre aux pays d'emprunter des trajectoires au-delà de l'extractivisme et vers des économies régénératrices, circulaires et véritablement durables, qui renforcent les droits fonciers, soutiennent les travailleurs et préservent la diversité des écosystèmes.